

SECTION DE VENDEE

CSAL en Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Condition de Travail

La Roche Sur Yon, le 09 avril 2024

Monsieur le président,

L'ensemble des organisations syndicales représentatives de la Fonction publique s'est réuni le 04 avril 2024, faisant suite à la journée de mobilisation du 19 mars dernier. Cette journée doit être entendue par le Gouvernement qui doit répondre au profond mécontentement des agents. C'est pourquoi, les organisations syndicales de la Fonction Publique rappellent l'urgence de leurs revendications à commencer par l'augmentation générale des traitements et des salaires, par la revalorisation du point d'indice. Elles exigent l'ouverture de négociations sur les carrières afin de redonner du sens à la grille indiciaire et de l'attractivité à l'emploi public. C'est bien la revalorisation de la carrière qui est attendue par les agents et non une rémunération au mérite.

Récemment, notre ministre a annoncé un coup de rabet de 10 milliards d'euros sur le budget 2024. Les budgets de tous les ministères, dont l'éducation nationale, la transition écologique et la politique du logement vont être amputés. C'est encore et toujours moins pour les fonctionnaires, les services publics et donc pour la majorité de la population.

Pour la DGFIP, ça sera 108 millions d'euros de moins. Les engagements consistant à redonner du souffle à notre ministère et notre administration, se sont envolés.

Or, les pertes de repères frappent tous les acteurs de notre administration : Les usagers qui, comme l'a démontré l'épisode GMBI, ne comprennent pas ce qui est attendu d'eux. Plus globalement, ils estiment que les transferts de charges à leur encontre sont totalement démesurées au regard de leur compréhension d'un système de plus en plus dématérialisé et loin d'eux. Les professionnels sont aussi confrontés à une e-administration qui n'est pas suffisamment à l'écoute de leur besoin de proximité. Dans tous les services, les personnels quant à eux subissent des injonctions contradictoires, voient le service public mis à mal, les chaînes de travail fragmentées, les socles de connaissances émiettés perdant le sens du travail et de leur mission.

Aussi, Solidaires Finances Publiques 85 estime que c'est osé de lancer, le 16 janvier dernier, la « grande » enquête de l'Observatoire Interne sous le slogan « en 2024, on se dit tout ». Les agentes et les agents sont invités par ce canal à s'exprimer largement sur leur environnement professionnel, sur l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle, sur la reconnaissance au travail et sur la rémunération. Vraiment, «on va tout se dire» ? Les agentes et les agents ont déjà tout dit dans les enquêtes précédentes.

Monsieur Le Président, c'est dans ce contexte que cette première instance du CSAL réunit en FSSSCT (Formation Spécialisée en Santé Sécurité et Condition de Travail) au titre de 2024 va se tenir. Nous aurons l'occasion d'étudier la note d'orientation ministérielle. Elle rappelle en préambule l'importance du dialogue social. Or, le règlement Intérieur (RI) de ces instances a été attendu pendant près d'un an pour être imposé par la direction générale et décliné au local sans qu'aucune proposition des élus en CSA et en FSSSCT n'ait été prise en compte, contrairement à ce qui avait été discuté au plan ministériel.

Pour autant, en local, nous savons que vous êtes attaché au respect du dialogue social. C'est pourquoi l'intersyndicale de Vendée n'a pas hésité à vous demander par mail de rajouter à l'ordre du jour :

- un point pour fixer les dates des visites de sites : CDIF de La Roche, site des Sables d'Olonne, et le service d'appui de Fontenay le Comte
- un calendrier des GT et des instances en Formation Spécialisée
- un retour sur la formation théâtralisée contre les violences sexistes et sexuelles

De plus, nous vous avons demandé des informations supplémentaires afin de documenter les débats : le nombre de collègues inscrits aux différentes formations (secouristes, extincteurs, ...) ainsi que des plans plus grands que ce soit pour l'accueil du SIP de la Roche de la Roche et pour les sites mis sous vidéoprotection.

Solidaires Finances Publiques 85 interviendra sur les différents points de l'ordre du jour.

Nous souhaitons souligner que la campagne DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) sera l'occasion, cette année, de faire un recensement exhaustif des risques professionnels. Nous aimerions donc avoir des informations sur la mise en place du nouvel outil Prev'Action en Vendée ainsi que le détail du déroulement de la campagne DUERP 2024, notamment les modalités de sa présentation aux chefs de service.

Concernant la mise en place progressive du nouvel outil de signalement SIGNALFIP, **Solidaires Finances Publiques 85** demande que les représentants du personnel élus en FSSSCT soient intégrés dans le circuit des signalements. Les fiches de signalement ainsi que leur traitement doivent continuer d'être examinées en instance plénière de la FSSSCT. Elles doivent être transmises au fil de l'eau aux représentants du personnel élus en FSSSCT. Enfin, nous insistons pour que ce nouvel outil soit présenté à tous les agents par leur chef de service, afin de renforcer son appropriation.

Solidaires Finances Publiques 85 souhaiterait vous signaler que l'outil de gestionnaire de fil d'attente des Sables d'Olonne est toujours en dysfonctionnement. De plus, la partie du site côté cantine et tisanerie est toujours infestée de moustiques.

Enfin, **Solidaires Finances Publiques 85** souhaite connaître les prévisions de travaux sur les différents centres des Finances pour 2024. Notamment, les travaux pour l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite du site de Challans, les résultats intermédiaires des mesures d'infiltration pour le SPFE de Vendée et le CDIF, ...

Nous constatons que l'ordre du jour et les différents points à évoquer sont denses. Ceci montre toute l'importance des missions de cette instance et l'attachement de tous à œuvrer à l'amélioration des conditions de travail.

S'il s'avérait que l'ensemble des points ne puissent être étudiés dans un temps raisonnable, **Solidaires Finances Publiques 85** demandera la tenue d'une nouvelle instance à une date ultérieure proche pour poursuivre ce travail.

Solidaires Finances Publiques 85 remercie tous les acteurs de prévention pour leur travail et leur disponibilité malgré des emplois du temps contraints et une charge de travail importante.